

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 25 janvier 2024

Références : DREAL/2024D/449
Code AIOT: 0005201774

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SEEDS SAS

1050 route de Pardies
40300 PEYREHORADE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 de l'établissement BAYER SEEDS SAS, implanté 1050 route de Pardies sur la commune de Peyrehorade. L'inspection a été annoncée le 16 novembre 2023. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

BAYER SEEDS SAS
1050 route de Pardies - 40300 PEYREHORADE
Code AIOT : 0005201774
Régime : Autorisation
Seveso : Non Seveso
IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité des installations électriques annuelle (Q18) et suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport
- Entretien et maintenance des installations de sécurité incendie et suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport
- Suites de l'inspection du 14 octobre 2020

Présentation de la société

L'établissement est situé dans l'agglomération de Peyrehorade. On trouve :

- au Nord de l'entreprise : la route départementale D 187 (route de Bayonne),
- à l'Est : le lac de la Sablère,

- au Sud : la voie ferrée Bayonne – Toulouse,
- au Sud-Ouest : des habitations à l'angle de la D330 et chemin du Moulin Vieux,
- et à l'Ouest : des commerces et exploitations ainsi que des champs agricoles.

L'activité du site de BAYER SEEDS SAS de Peyrehorade est la sélection, le traitement et la commercialisation de semences de céréales (maïs et colza). Les opérations de production comprennent le séchage, le calibrage, le traitement (activité de pelliculage des semences par des produits phytosanitaires tels que des insecticides ou fongicides destinés à protéger la semence et à faciliter sa germination ultérieure), le stockage et l'expédition en vue de la commercialisation de semences de céréales.

Situation administrative

L'établissement est autorisé à exploiter sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 290 du 15 mai 2007 relatif à l'exploitation d'installations d'entreposage de matières combustibles (semences conditionnées) modifié par l'arrêté préfectoral PR/DRLP/2014 n° 448 du 11 août 2014 fixant les prescriptions de fonctionnement de l'établissement sur la commune de Peyrehorade et les annexes de prescriptions techniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- "avec suites administratives" : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- "susceptible de suites administratives" : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- "sans suite administrative".

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sûreté du matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 28.5	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention (RIA)	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention (poteaux & bouches incendie)	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention (exutoires de fumée & PCF)	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3	Sans objet
8	Entretien des moyens d'intervention (détection incendie)	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3	Sans objet
9	Suite inspection du 14/10/2020	Autre du 14/10/2020, OBS 4 et 5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 5.2	Sans objet
2	Contrôle des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 5.5	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention (extincteurs)	Arrêté Préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 14 décembre 2023 a mis en évidence que les observations et les faits susceptibles de mise en demeure de la dernière inspection en date du 14 octobre 2020 ont été levés, sauf la partie concernant l'installation d'un DAS pour le maintien du CF 2 h du local chaudières.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Lissage de débits d'eaux pluviales et pré-traitement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales transitent par un dispositif de lissage du débit rejeté (3 l/s/ha) puis par un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le ruisseau de Padescaux. Le séparateur à hydrocarbures doit être entretenu et contrôlé annuellement par un organisme compétent, l'attestation de réalisation de cette opération doit être mise à disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Pour le traçage des déchets issus du nettoyage et du pompage du séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant utilise l'application « Track-Déchets ». Le récépissé du bordereau de suivi de déchets dangereux n° BSD-20231122-GVXYGGSBR du 23 novembre 2023 a été présenté à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Contrôle des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

La disposition qui suit complète l'article II.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007. La surveillance semestrielle des rejets d'eaux pluviales doit comporter une mesure du débit journalier rejeté, a minima annuelle, en période pluvieuse. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport du laboratoire LPL n° LPL/MTE/MUPZ/23-801 du 24 novembre 2023 relatif au bilan 24 h semestriel sur les rejets aqueux et notamment les eaux pluviales des rejets dits « Usine et Pardies ».

L'ensemble des paramètres réglementaires surveillés sont respectés au niveau des 2 points de contrôle, à l'exception du débit applicable au rejet Pardies. Valeur réglementaire 3 l/s/ha, valeur relevée 3,70 l/s/ha.

La campagne de mesures a été réalisée sur 2 journées par temps de pluie :

Pardies du 23 au 24/10/2023 : 32 mm de précipitations cumulées

Usine du 25 au 26/10/2023 : 13 mm de précipitations cumulées

Le léger dépassement de valeur sur le rejet dit « Pardies » est dû à la casse d'une pièce au niveau du déversoir. Depuis la pièce a été remplacée.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Sûreté du matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 28.5

Thème(s) : Risques chroniques, Sûreté du matériel électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur. Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté 8 rapports de vérification périodique électrique relatif aux installations du domaine de Basse Tension réalisé par l'Apave en date du 5/06/2023. La majeure partie des remarques sont de nouvelles observations, notamment sur des équipements en mauvais état, des câbles à supprimer / inutiles, de l'identification d'équipement, des armoires empoussiérées, disjoncteurs inadaptés...

L'exploitant a présenté un tableau relatif aux priorités d'intervention et de suivi des observations de ces rapports ainsi qu'un plan d'action de levée du contrôle réglementaire 2023/2024. L'exploitant doit poursuivre la levée des observations émises lors des contrôles périodiques.

Il est également demandé à l'exploitant, lors des prochaines vérifications périodiques, de fournir à l'inspection l'attestation périodique électrique Q18.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un nouveau rapport de contrôle des installations électriques ou à défaut tous les justificatifs des mesures correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°4 : Entretien des moyens d'intervention (RIA)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

1°) RIA Usine : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18416582 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté que pour le parc de 31 RIA, 3 appareils ont été sortis, 11 sont en bon état, 12 présentent une fuite ou des joints endommagés, 3 robinets d'arrêt sont endommagés, 1 tuyau est endommagé et 1 vanne d'isolement est endommagée (Travaux estimés terminés courant juin 2024).

2°) RIA Bureaux : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18416588 du 16 janvier 2023. Dans ce rapport, il est constaté que les 3 RIA sont signalés « vieillissants ».

3°) RIA Recherche : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18667793 du 15 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté que les 2 RIA sont signalés « Bon état ».

Un devis de l'établissement Johnson Controls (Tyco Integrated Fire & Security SAS) n° 400009 – 6344572 – 0 du 27/11/2023 pour le remplacement et la modernisation de 8 RIA en DN 40 (poste tournant pivotant type P avec lance et robinet de 30 m) et le remplacement de 2 vannes d'isolement a été présenté.

Toutefois, l'exploitant informe que les sociétés contactées ne répondent pas toujours aux demandes de vérification mais également pour les sollicitations de remise en état de l'installation. Des dates de travaux sont retenus mais les sociétés n'interviennent pas le jour J.

L'établissement dispose d'un délai de 3 mois pour réaliser les travaux de remise en état du réseau RIA et informer l'inspection à l'issue des travaux. Il transmet, dans le même délai, un nouveau rapport de vérification attestant que le réseau de RIA du site est pleinement opérationnel en cas de départ d'incendie.

En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°5 : Entretien des moyens d'intervention (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

- 1°) Extincteurs Bureaux : rapport de CHUBB-SICLI n° 18416584 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté pour le parc de 50 extincteurs, 9 sont sortis et 41 en bon état.
- 2°) Extincteurs Labo contrôle qualité : rapport de CHUBB-SICLI n° 18416592 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté pour le parc de 46 extincteurs, 1 appareil a été sorti et 45 sont en bon état.
- 3°) Extincteurs Recherche : rapport de CHUBB-SICLI n° 18416580 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté pour le parc de 74 extincteurs, 34 ont été sortis et 40 sont en bon état.
- 4°) Extincteurs Usine : rapport de CHUBB-SICLI n° 18416592 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté pour le parc de 429 extincteurs, 66 appareils ont été sortis, 361 sont en bon état, 1 est inutilisable en l'état et 1 en « maint. Add. approf Ext. PP non effectuée » (remplacement proposé).

À la lecture de ces rapports, il a été observé que tous les extincteurs non pas été remplacés (exemple : rapport n° 18416584 : GENOTYPAGE 4EM N0 3, n° 27, 6, 9 pas remplacés). Sur place, pendant la visite, il a néanmoins été constaté que les extincteurs ont bien été remplacés.

L'exploitant doit demander au prestataire de maintenance de signifier, sur les prochains rapports, le nombre d'extincteurs sortis et le nombre d'extincteurs remplacés dans la synthèse de l'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Entretien des moyens d'intervention (poteaux & bouches incendie)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport d'intervention de CHUBB-SICLI n° 18480791 du 16 janvier 2023 relatif à la maintenance et l'entretien des poteaux & bouches d'incendie.

La synthèse du rapport informe que les 5 appareils sont fonctionnels.

Toutefois, il est demandé de contrôler et de contenir les 2 fuites constatées sur les colonnes montantes des poteaux côté accueil ainsi que la manœuvrabilité difficile de l'ouverture de la vanne du poteau « en face usine accueil ».

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la remise en état des colonnes sous 2 mois et informer l'inspection.

Le site dispose également sur la voie publique de 2 bornes incendie. L'exploitant a transmis à l'inspection un mail du Responsable du Service eau et assainissement de Peyrehorade. Il est indiqué la pression statique et les débits des poteaux incendie route de Pardies et rue du Berie. Ces mesures sont conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°7 : Entretien des moyens d'intervention (exutoires de fumée & PCF)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport d'intervention de la société Icare Protection en date du 19/10/2022 relatif à la vérification et à la maintenance des exutoires de fumées et aux portes coupe-feux assurant le compartimentage. L'ensemble des installations est renseigné dans le rapport comme « satisfaisant ». Toutefois, il est constaté une fuite importante de CO₂ sur le réseau de « protection liaison pneumatique zone 1 U et 2 U ».

Un devis de l'établissement TECHNIFEU n° DT01557 du 20/03/2023 a été présenté pour la remise en état des installations.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les travaux de remise en état ne sont toujours pas réalisés.

Toutefois, l'exploitant assure que le dispositif fonctionne même avec la fuite.

L'exploitant déclare que les travaux seront réalisés courant février 2024.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 2 mois les justificatifs des travaux sur les portes coupe-feux.

En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 11 août 2014, Article 29.3

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

L'exploitant a présenté en amont le rapport d'intervention de maintenance préventive de la société SIEMENS n° 6BL-0630048958_202301_PM_20230630163209 du 19/06/2023.

Observations :

Défauts fonctionnels :

- SDI - Local Technique PEY 4 :

- 1°) Les caméras thermiques ne fonctionnent pas (le silo à rafles de la chaufferie biomasse n'est plus surveillé en détection incendie). Attente de solution du service commercial SIEMENS.
- 2°) Les détecteurs de fumées radio Algéco CP19 passent régulièrement en dérangement (signal faible et structure métallique du bâtiment. Remplacement prévu en avril 2024

- SDI-Usine RDC local SSI :

- 1°) Équiper le local Transformateur TR3 en ligne continue.
- 2°) Détecteur de fumées n° 48 « Tour de traitement niveau 1 », caché par une protection poussières (DI pas opérationnel). Le détecteur est de nouveau opérationnel, la zone de traitement n°1 ayant été déplacée ce dernier n'est plus caché par une protection contre la poussière.

- IEAG – Entrée local informatique (à l'extérieur) :

- 1°) Réépreuve des bouteilles de gaz sous pression d'azote. Opération Remplacement prévu en avril 2024.

À l'issue de la visite, l'exploitant a présenté un compte-rendu d'intervention de maintenance préventive n° 6LB-0630048958_202307_PM_20231214102419 du 29/11/2023 de SIEMENS. Dans ce compte rendu, il est mentionné dans :

- Constat et intervention :

Conformément à la règle R7 de l'APSAAD et à la norme NFS 61-933, visite de maintenance préventive de type 1 des SSI.

Installations en veille à notre arrivée et à notre départ.

Installations fonctionnelles.

A notre départ, les deux détecteurs de fumée du local CP19 sont hors service (voir les observations).

- Actions correctives et axes d'amélioration :

Un dépannage est en cours sur la partie diffuseur sonore du laboratoire (défaut liaison UGA).

Cette panne n'engendre pas de dysfonctionnement.

Des travaux de rénovation sont prévus début 2024 :

Remplacement du SSI laboratoire

Remplacement de la centrale extinction du local informatique laboratoire

Passage en filaire des deux détecteurs de fumé du local CP19.

Local Technique PEY 4

-Essais fonctionnels

Caméras Thermiques, tests effectués par un phénomène d'élévation de température.

Nettoyage des caméras et essais réalisés en abaissant la température à 20°C.

=> Pas d'essais réalisable en situation réelle à la température de 110°C vu le risque.

IEAG

Entrée Local informatique (à l'extérieur)

*Réépreuve des bouteilles à gaz sous pression d'Azote sont à faire.

Pas de test de consommation car votre matériel est vétuste (risque de dégradation), rénovation prévue en 2024.

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour justifier la remise en état complète du dispositif d'extinction et de détection incendie selon les préconisations du prestataire de maintenance, puis les justifier à l'inspection.

En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°9 : Suite inspection du 14 octobre 2020

Référence réglementaire : Suite inspection du 14/10/2020 : OBS 4 et 5

Prescription contrôlée :

Lors de la visite du site le 14/10/2020, l'inspection a constaté le blocage en position ouverte de la porte coupe-feu séparant le local chaudières et le local surpresseurs.

OBS4 : L'exploitant doit veiller à ce que cette porte coupe-feu soit maintenu fermée.

L'inspection a par ailleurs constaté que la température à l'intérieur du local dédié aux surpresseurs était relativement haute. Cette haute température ne doit pas être régulée par le maintien ouvert de cette porte coupe-feu mais bien par un système d'aération adapté.

OBS5 : L'exploitant étudie les causes à l'origine de la température haute constatée dans le local surpresseurs et met en place les mesures adaptées afin de ne plus utiliser la porte coupe-feu comme moyen d'aération.

Réponse et proposition de l'exploitant du 28/01/2021 :

L'ensemble des 3 chaudières sont situées dans un bâtiment en béton CF 2 h. Juxtaposant ce bâtiment, se trouve le local pompe qui est lui-même intégralement CF 2 h. Ce local, ne représentant pas de risque particulier, est en effet peu ventilé du fait de sa composante CF 2 h.

Nous nous sommes aperçus avec l'usage que la température au sein du local augmente lorsque les pompes fonctionnent, ce qui pourrait altérer le bon fonctionnement des pompes. Le fait de maintenir la porte ouverte permet à ce jour d'éviter tout problème de surchauffe des moteurs.

Pour des raisons de contraintes techniques et d'impact sur le critère CF 2 h, il ne nous semble pas opportun de créer des ouvertures dans les murs et ne plus assurer le critère CF 2 h. Nos 6 années d'expériences nous permettant de dire que la porte ouverte assure un niveau d'aération suffisant pour éviter tout dommage de matériel. C'est pourquoi, nous vous proposons, d'ici la prochaine campagne d'utilisation des chaudières (août 2021), d'installer sur cette porte un dispositif autonome de fermeture automatique de la porte en cas de feu dans le bâtiment [style porte DAS (Dispositif Actionné de Sécurité)].

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que les travaux n'ont pas été effectués.

Toutefois, dans la présentation du tableau « Plan d'action levée contrôle réglementaires 2023-24 », il a été observé la validation pour installer un DAS. L'exploitant assure que les travaux d'installation du DAS sont planifiés pour avril 2024.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois les justificatifs des travaux liés à la mise en place d'un DAS sur la porte coupe-feu du local pomperie.

En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suites